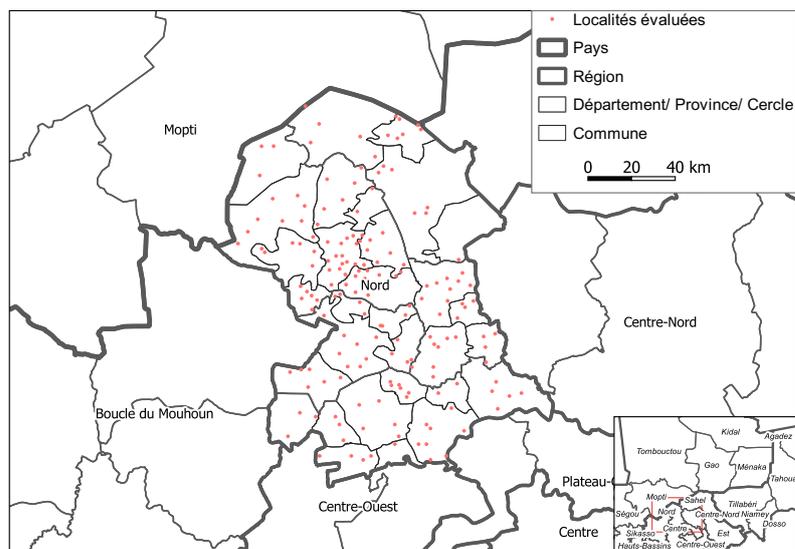


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Nord



Communes couvertes par province

Province du Loroum	Communes de Banh, Ouindigui, Solle, Titao
Province du Passore	Communes d'Arbolle, Bagaré, Boken, Gomponsom, Kirsi, La-Toden, Pilimpikou, Samba, Yako
Province du Yatenga	Communes de Barga, Kain, Kalsaka, Kossouka, Koumbri, Namissiguima, Ouahigouya, Oula, Rambo, Senguenea, Tangaye, Thiou, Zogore
Province du Zoundama	Communes de Bassi, Boussou, Goursi, Leba, Tougo

Couverture de l'évaluation

211	IC interviewés
	<ul style="list-style-type: none"> • 169 ont visité les localités au cours des 30 jours avant l'évaluation • 42 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours avant l'évaluation
196	Localités évaluées
30/31	Communes évaluées avec 5% de couverture ou plus
4/4	Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 850 293 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 31 mars 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Nord, au mois de mars 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](#).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités (villages, hameau de culture, chef lieu de commune...), à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois avant la collecte de données) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées. L'atteinte du seuil de 5% au niveau Admin 2 (province) permettra la présentation des résultats pour cette zone.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 9 et le 29 mars 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique en se référant à la situation de la majorité de la population de la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données. En raison de cette méthodologie, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

Provinces de la région du Nord

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Loroum	Yatenga	Zoundama	Passore
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	81%	92%	79%	71%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 jours avant l'évaluation ²	41%	43%	48%	28%
L'arrivée de retournés au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	20%	45%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	95%	85%	55%	37%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	100%	44%	17%	10%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	76%	6%	0%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	67%	6%	0%	0%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	85%	38%	52%	59%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{2,4}	100%	56%	39%	48%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services éducatifs ³	100%	44%	7%	7%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	100%	54%	30%	23%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), mars 2022.

2. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la

localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

3. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

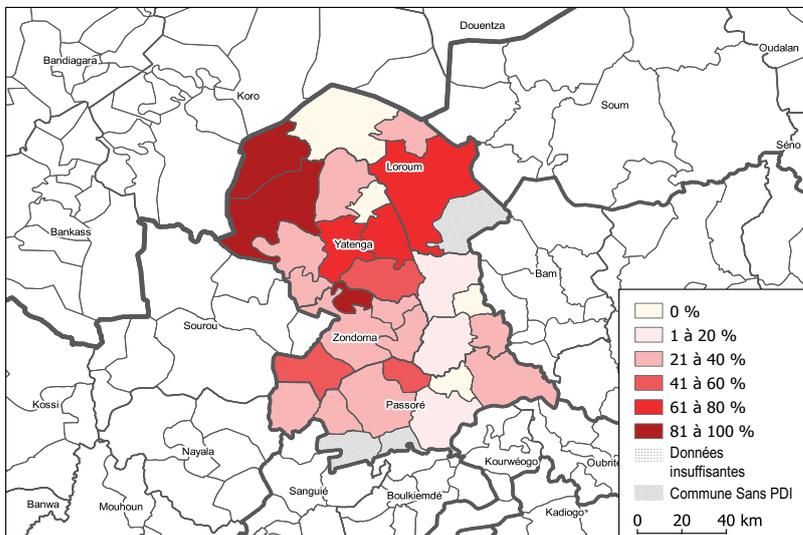
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

→ Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédant la collecte de données :



La région du Nord a connu des déplacements majeurs en fin d'année 2021 et début d'année 2022. Selon les données du CONASUR, le nombre de PDI dans la région était passé de 212 434 à 218 695 entre le 28 février 2022 et le 31 mars 2022⁶, soit une augmentation de 2,95%. Dans la province du Yatenga, où est située la capitale régionale de Ouahigouya, plus de 92% des localités évaluées accueillait des PDI et 43% avaient connu une arrivée de ce groupe de population dans les 30 jours précédant la collecte de données, notamment dans les communes de Kain, Ouahigouya, et Thiou. Dans la majorité des localités évaluées (76%), les dernières PDI arrivées sont originaires de la région, notamment des provinces du Yatenga et du Loroum. Ceci concorde avec les mouvements de déplacement importants observés dans ces deux provinces ces derniers mois, notamment depuis les communes de Titao et de Thiou, cette dernière s'étant presque vidée de sa population⁷. Dans la majorité des localités évaluées (93%), la violence dans la localité d'origine était la principale raison de la présence des PDI dans les localités. Enfin, dans le reste de la région, des arrivées de PDI du Sahel étaient signalées dans la province du Passore (30% des localités évaluées) ainsi que du Centre-Nord, dans la province de la Yatenga (8%).

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région)² :



Provinces de la région ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés :

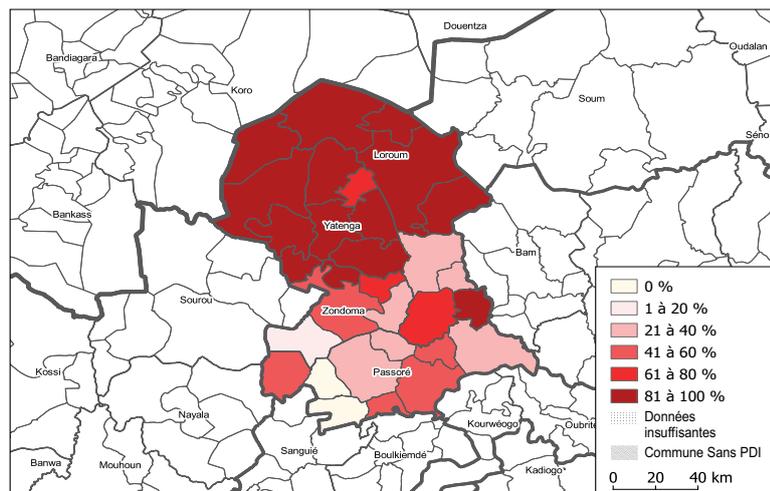
	PDI	Retournés ⁵	Réfugiés ⁵
1	Yatenga 92%	Loroum 71%	Loroum 14%
2	Loroum 81%	Yatenga 10%	Yatenga 7%
3	Zoundama 79%		Zoundama 3%

En matière de déplacements transnationaux, la présence de réfugiés maliens était signalée dans les communes frontalières de Bahn, Solle (province du Loroum) et Thiou (province du Yatenga) ainsi que dans la commune de Ouahigouya. Ceux-ci viendraient principalement de la région voisine de Mopti⁸. Enfin, les IC rapportaient la présence de retournés dans la majorité des localités évaluées dans le Loroum (71%) ainsi que dans 11% des localités évaluées dans le Yatenga.

🌾 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La situation en matière de sécurité alimentaire restait préoccupante dans la région du Nord au mois de mars 2022. En effet, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans plus de 71% des localités évaluées. Ce chiffre était de plus de 95% dans la province du Loroum. D'après les IC interrogés, ceci était principalement dû aux conséquences de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'épuisement des stocks de nourriture. Ceci concorde avec les données de FEWS NET selon lesquelles la dépendance des populations des marchés et l'accroissement des achats institutionnels et privés étaient parmi les facteurs qui ont entraîné une augmentation record des prix des denrées de base et des variations quinquennales atteignant au moins 50% au mois d'avril 2022⁹. En effet, dans une bonne partie des localités évaluées (69%), la principale source de nourriture était l'achat des vivres au marché, exacerbant la vulnérabilité des populations aux augmentations des prix. La province du Loroum était celle où les IC rapportaient le plus de localités évaluées (90%) où il n'y avait pas de marché fonctionnel à distance de marche. Par ailleurs, dans la totalité des localités évaluées dans cette même province, les IC signalaient l'absence d'assistance alimentaire au cours des 30 derniers jours. Enfin, Les moyens de subsistance de la population y étaient également perturbés dans la totalité des localités évaluées, principalement en raison de l'insécurité.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



Principales raisons du non accès à la nourriture (% de localités évaluées)¹⁰

1	Sécheresse / Pluies insuffisantes	84%
2	Prix élevés / Manque d'argent	75%
3	Stocks épuisés	56%



5. La présence de ce groupe n'a été signalée dans aucune des localités évaluées de la Passore et du Zoundama.
6. Voir aussi REACH, [Suivi de la situation humanitaire \(HSM\), Région du Nord](#), novembre 2021.
7. GCORR, [les communes d'origine au 31.03.2022](#), mars 2022.
8. Pour plus d'informations sur les populations réfugiées de Thiou, voir REACH, [Aperçu de la situation transfrontalière](#).

9. FEWS NET, [mise à jour sur la sécurité alimentaire](#), Avril 2022.
10. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
11. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Santé et Nutrition

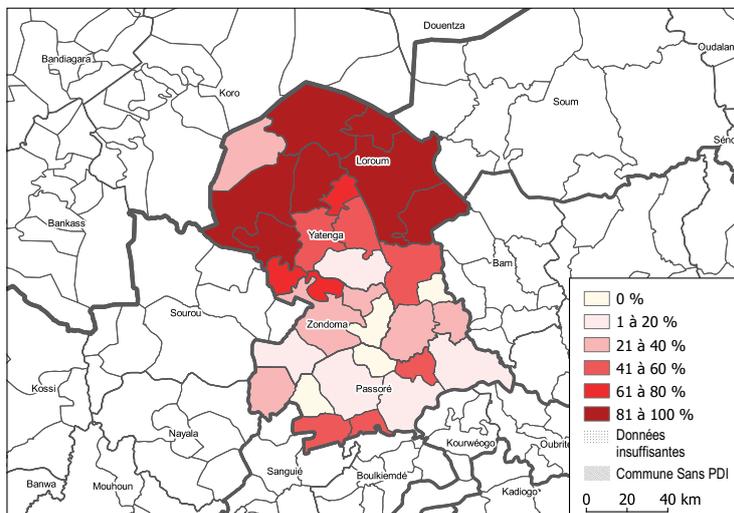
% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, et principale raison de contrainte d'accès¹¹:

Région du Nord	11%	Insécurité
Loroum	76%	Absence d'agent de santé
Yatenga	6%	Insécurité

L'accès aux services de santé semblait être toujours préoccupant au mois de mars 2022 dans la province du Loroum. En effet, l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche était signalé dans plus de 76% des localités évaluées, contre 84% en janvier 2022. Ceci était principalement dû à l'absence d'agents de santé dans la zone. Cependant, dans la commune, la totalité des localités évaluées n'avaient pas accès aux centres de santé à cause de l'insécurité sur le trajet vers les centres existants. Ces problématiques affectaient également la présence de services nutritionnels, absents dans 67% des localités évaluées de la province du Loroum. Dans le reste de la région, l'accès aux services de santé de base était davantage satisfaisant selon les IC.

Protection

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Evolution du pourcentage de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité¹²:

	Q1 2021	Q2 2021	Q3 2021	Q4 2021	Mars 2022
Loroum	71%	38%	79%	96%	100%
Yatenga	41%	24%	42%	63%	54%
Passore	7%	15%	11%	21%	23%
Zonoma	7%	7%	0%	26%	30%

Dans la région du Nord, le sentiment d'insécurité de la population semble avoir connu une augmentation progressive entre le second semestre 2021 et le début de 2022. Cette augmentation était particulièrement notable dans les provinces du Yatenga et du Loroum. Dans cette dernière, en mars 2022, les IC rapportaient que dans la totalité des localités évaluées, la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité. Les principales inquiétudes des populations étaient les violences par un groupe armé (71% des localités évaluées), les restrictions de mouvement (63%), les craintes de ne pas pouvoir se soigner en cas de maladie ou de blessure (54%), les enlèvements (35%). Par ailleurs, des inquiétudes concernant les restrictions de mouvement ont été rapporté dans plus de 63% des localités évaluées notamment dans les communes de Thiou, Tangaye, Kain et Ouindigui. Malgré ces multiples inquiétudes, les IC rapportaient que les relations entre les populations déplacées (PDI et réfugiés) et les populations hôtes sont jugées bonnes dans 97% des localités évaluées. Enfin, seules 21% des localités évaluées dans la région disposaient d'une personne sensibilisée au repérage et à la gestion d'engins explosifs dangereux.

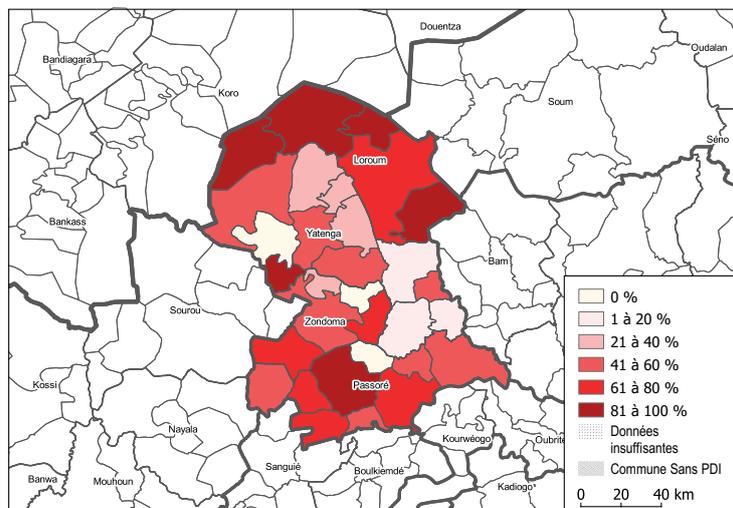
Principales inquiétudes en matière de protection (% localités évaluées)^{10 13}:

Violence par un groupe armé	71%
Restrictions de mouvement	63%
Ne pas pouvoir se faire soigner	54%
Enlèvement	35%

49% des localités évaluées dans la région du Nord disposaient d'un service de protection ou de recensement des incidents, selon les IC. Ce chiffre descendait cependant à 33% dans la province du Loroum.

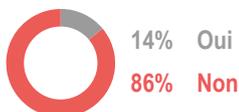
Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès à l'eau insuffisant pour couvrir les besoins des ménages :



Au mois de mars 2022, dans un peu près de la moitié des localités évaluées (49%), la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau dans la région du Nord. Ce problème d'accès à l'eau était plus rapporté dans la majorité des localités évaluées (86) dans le Loroum, notamment dans les communes de Ouindigui et Solle. Dans plus de 33% des localités évaluées dans cette province, la population n'accédait pas à l'eau à cause de l'insécurité. En matière d'hygiène et d'assainissement, la défécation à l'air libre était une pratique répandue dans 56% des localités évaluées, notamment dans le Loroum et le Yatenga. De plus le lavage des mains était réalisé sans savon ou sable dans la majorité (86%) des localités évaluées.

% de localités évaluées où la majorité de la population se lavait généralement les mains avec du savon ou du sable



12. Données collectées par REACH dans le cadre du projet de Suivi de la situation humanitaire (HSM).
13. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection (49% des localités évaluées).

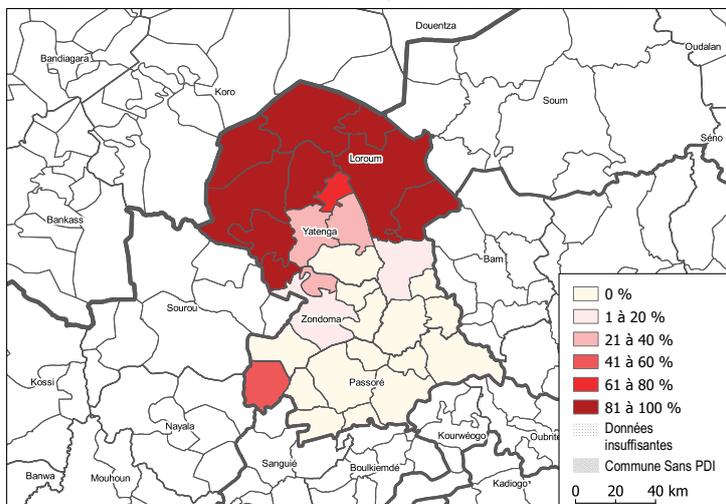
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Education

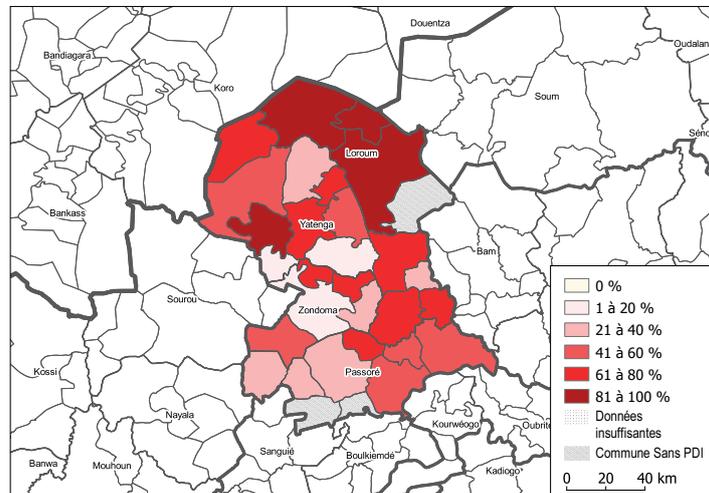
Tout comme au mois de janvier 2022, l'accès à l'éducation était très disparate dans la région du Nord au mois de mars 2022. En effet, des services éducatifs à distance de marche étaient disponibles dans la majorité des localités évaluées des provinces du Zoundama (93%) et de la Passore (93%), selon les IC. A l'inverse, l'ensemble des localités évaluées dans le Loroum n'en disposaient pas selon les IC, principalement en raison de l'insécurité dans la zone. Cependant, la majorité de la population n'y disposait d'aucune stratégie d'adaptation, selon les IC, mis à part dans une localité où des enfants étaient envoyés à l'école coranique pour pallier au manque d'éducation formelle.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁴ au cours des 30 jours avant l'évaluation:



Abris et biens non-alimentaires(BNA)

Proportion de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement¹⁵ :



Principales raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{15, 16}:

- 1 Manque d'espace fermé garantissant l'intimité **79%**
- 2 Abris non adaptés au climat **12%**

En matière d'abris, la majorité de la communauté locale vivait dans des abris construits en dur dans l'ensemble des localités évaluées de la région du Nord, d'après les IC. Ceci était le cas pour les personnes déplacées dans 84% des localités évaluées. Dans 4% des localités du Zoundama, les personnes déplacées vivaient cependant en majorité dans des abris en paille. Selon les IC, les personnes déplacées vivaient dans des conditions adéquates dans 40% des localités de la région. Par ailleurs, dans toutes les localités évaluées dans le Loroum, les personnes déplacées ne vivaient pas dans des conditions adéquates. En outre, dans les localités où les PDI ne vivaient pas dans des conditions d'abris adéquates, ceci était principalement dû au manque d'espace fermé garantissant des conditions d'intimité et de protection selon les IC, suivi de l'inadaptation des abris au climat (notamment dans la province du Passore).

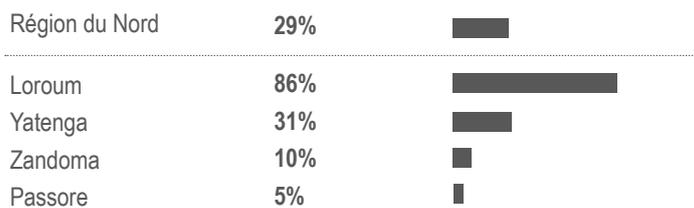
Communication

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible

51%	Non
49%	Oui

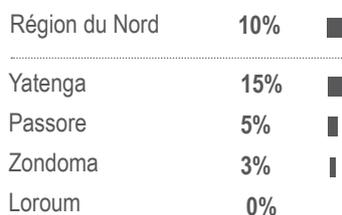
Au mois de mars 2022, la principale source d'information utilisée par la population dans la région du Nord était la radio (82% des localités évaluées). L'ensemble de la région du Nord n'était pas en effet couvert par un réseau téléphonique stable: ainsi, dans le Loroum, 86% des localités évaluées n'en disposaient pas. En matière d'accès à l'information, des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible étaient signalées dans 49% des localités évaluées. L'information sur l'assistance aurait été le type d'information le plus utile pour la population dans 65% des localités évaluées selon les IC, suivi par l'information sur la situation sécuritaire.

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas :



Redevabilité aux populations affectées

Proportion des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :



Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans la région)¹⁷:

- 1 Sécurité alimentaire **84%**
- 2 Eau, Hygiène et Assainissement **49%**
- 3 Protection **42%**

14. La définition de 'fonctionnel' et 'à distance de marche' est laissée à la discrétion des IC.

15. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

16. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des

conditions adéquates (57%).

17. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options pour répondre à cette question.